



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE



EUROPEAN
INVESTMENT
FUND



DÉFI
ACCEPTÉ

Ce que va faire la banque de l'Union
européenne sur la période 2017-2019

La BEI, la banque de l'Union européenne (UE), est la première institution financière multilatérale au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts. Elle apporte ses financements et son savoir-faire à l'appui de projets d'investissement solides et durables qui contribuent à la réalisation des grands objectifs de l'UE. Le Groupe Banque européenne d'investissement est constitué de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds européen d'investissement (FEI).

Les plans d'activité de la BEI et du FEI pour 2017-2019 décrivent leurs objectifs et domaines prioritaires à moyen terme.

La BEI envisage de signer chaque année des opérations pour un montant compris entre 74 et 76 Mrd EUR. Le FEI envisage, quant à lui, d'engager chaque année entre 9,6 et 10,4 Mrd EUR pour des opérations d'apport de fonds propres, de titrisation et de financement inclusif ainsi que pour des garanties.

Volumes cibles par domaine stratégique d'intervention

L'activité de la Banque se concentre sur quatre grands objectifs de politique publique qui permettent de soutenir la croissance, l'emploi et la compétitivité de façon optimale.



Énergie

- **Garantir un approvisionnement sûr et compétitif** : investir dans des projets d'intérêt commun pour l'UE, tels que les réseaux d'énergie.
- **Efficacité énergétique** : le FEIS a permis à la Banque d'élargir son soutien aux bâtiments à consommation d'énergie quasi nulle et de promouvoir de nouvelles normes de construction qui deviendront obligatoires après 2021.
- **Décarbonisation** : outre la production d'énergie, les réseaux électriques requièrent également des investissements substantiels pour intégrer des sources d'énergie renouvelables, accroître les capacités de stockage d'énergie et rendre les réseaux de distribution d'électricité plus modernes et plus intelligents.

Transports et mobilité

Des transports plus propres à haut rendement énergétique et à faible intensité de carbone

Le secteur des transports représente 32 % de la consommation finale d'énergie en Europe. Il est aussi à l'origine de 20 % du total des émissions de gaz à effet de serre de l'UE et d'une partie importante de la pollution atmosphérique, en particulier dans les zones urbaines. Parmi les initiatives de la BEI figurent :

- ▶ le soutien à l'acquisition de nouveaux navires ou la mise aux normes technologiques de navires pour un transport maritime plus « vert » ;
- ▶ des investissements dans la gestion du trafic aérien ;
- ▶ le soutien au déploiement de véhicules utilisant des carburants de substitution ;
- ▶ un renforcement des efforts visant à mettre en place des flottes de transports publics à émissions nulles ou quasi nulles dans les villes et les zones urbaines.

Infrastructures de transport stratégiques

La BEI accorde la priorité aux régions moins favorisées et concentre son action sur les chaînons manquants, l'élimination des goulets d'étranglement du trafic longue distance, l'interopérabilité des systèmes aux passages de frontières et la correspondance entre différents types de transports de voyageurs. La Banque est également en mesure de soutenir le transport aérien régional et les entreprises de crédit-bail captives, ainsi que les infrastructures d'importance stratégique ne faisant pas partie des RTE-T.

Des pistes cyclables à Bologne, aménagées par cette ville italienne grâce à un prêt de la BEI.

De la mobilité pour les villes d'Europe

Nombreuses sont les villes où l'augmentation de la demande de transports a engendré une situation intenable, caractérisée par des embouteillages importants, une mauvaise qualité de l'air, des nuisances sonores et de fortes émissions de CO₂. Le coût total des encombrements dans les grandes et moyennes villes d'Europe est estimé à 100 milliards d'EUR par an, soit 1 % du PIB de l'UE. La Banque finance des investissements dans les réseaux et technologies de transport intelligents qui permettent de fournir aux usagers des informations plus pertinentes et de meilleure qualité sur les trajets, mais aussi d'améliorer la gestion du trafic et de rendre l'exploitation plus efficace.

Aménagement et revitalisation à l'échelle des villes et des régions

L'activité de prêt de la BEI sera centrée sur les domaines suivants : revitalisation urbaine, infrastructures environnementales, utilisation efficace des ressources, accessibilité intrarégionale, logement social et inclusion au sens large, atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets, renforcement de la résilience des populations et des régions en vue de répondre ou de s'adapter à des défis imprévus comme l'afflux de migrants ou la survenue de séismes, et développement plus intelligent faisant intervenir l'innovation et les nouvelles technologies.

Santé

La majeure partie de ces financements devrait aller à l'amélioration des équipements hospitaliers, mais l'on assistera probablement à une augmentation de la demande en matière d'équipements de soins de santé primaires et d'amélioration de la formation du personnel dans ce secteur.

Soutien au développement des infrastructures rurales et à l'agro-industrie

Investir dans l'équipement rural et dans la filière biomasse (dont l'agriculture est un acteur central) est un moyen d'assurer une croissance plus pérenne et plus équilibrée des sociétés, en limitant l'exode rural et en améliorant la sécurité alimentaire.

« Si nous marquons sur une carte chacune des opérations que nous avons financées dans le secteur public ces 10 à 15 dernières années, nous ne verrions pas des projets individuels, dispersés çà et là, mais bien de véritables réseaux de routes, de chemins de fer, de lignes de tramway, de canalisations ou de services de soins de santé ou d'éducation qui se développent sous nos yeux. Tous ces éléments forment un ensemble cohérent. »

Rafal Rybacki,

responsable des opérations de prêt de la BEI portant sur le secteur public et les infrastructures en Pologne et dans les États baltes

Appui aux PME et ETI

En ce qui concerne l'accès aux financements, des disparités importantes perdurent encore entre les États membres de l'UE ainsi que dans les pays les plus touchés par la crise financière. De nombreuses PME cherchent à bénéficier davantage de solutions de financement spécifiques, comme le financement du fonds de roulement et les financements de type apports de fonds propres. Les prêts de petit montant qui sont consentis principalement à des entreprises de dimension modeste sont assortis en règle générale d'un taux d'intérêt majoré, qui reflète le coût relativement plus élevé de l'octroi du prêt et les différentes caractéristiques de risques.

La BEI devrait cibler des priorités majeures, notamment l'innovation, l'emploi des jeunes, le soutien à l'internationalisation et l'action en faveur du climat. Elle est actuellement en mesure de répondre aux besoins de financement de nombreux acteurs des chaînes de valeur de l'agriculture et de l'alimentation.

« Il y aura beaucoup plus d'opérations de financement structuré en titrisation ou d'opérations de garantie avec partage des risques avec des banques, sur des portefeuilles de prêts déjà constitués ou sur le point de l'être. Il s'agira d'un soutien important pour les PME et les ETI. »

Milena Messori,

chef de la division Financements intermédiés pour les très petites, petites et moyennes entreprises



2016 : 23,6 Mrd EUR

2017-2019 : 22,3 Mrd EUR par an

Dans le contexte du FEIS en particulier, la BEI cherche à élargir ses relations bancaires à de nouveaux intermédiaires et à mettre en place des plateformes de financements pour appuyer de nouveaux segments d'activité, principalement en collaboration avec les institutions nationales de promotion économique. La Banque s'emploie également à étendre ses partenariats à de nouveaux intermédiaires non bancaires tels que des fonds de crédit et des plateformes de financement participatif.

La BEI élargit davantage son offre de produits afin de proposer des produits de garantie et de partage des risques, des financements directs de la croissance des ETI, auxquels s'ajoutent les tranches mezzanine d'opérations de titrisation et les investissements dans des fonds ciblant les PME et les ETI, en coopération avec le FEI.

Hors de l'UE, la Banque prévoit de continuer à appuyer les microentreprises et à favoriser le développement du secteur financier et du secteur privé à l'échelle locale, grâce à son activité de prêt intermédié (en monnaie locale également) et, de manière croissante, à ses services de conseil. Les financements destinés à satisfaire les besoins de petits exploitants, de groupements de producteurs ainsi que de petites et très petites entreprises rurales à l'extérieur de l'UE répondent souvent aussi à d'autres problématiques comme les migrations et l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets.

Protection de l'environnement

Eau

Les ressources hydriques et la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement demeurent critiques pour l'économie et l'environnement de l'Europe. De l'approvisionnement en eau à la protection contre les crues, la BEI demeure le principal bailleur de fonds du secteur.

Déchets

Des investissements accrus dans le recyclage et la valorisation énergétique des déchets

- ▶ génèrent des avantages environnementaux et climatiques ;
- ▶ préservent les ressources naturelles et énergétiques ;
- ▶ réduisent la dépendance à l'égard des matières premières importées ; et
- ▶ favorisent la création d'emplois et la croissance économique.

La Banque continuera d'appuyer ce type d'investissements dans le but de contribuer à la transition de l'UE vers une économie circulaire. Lorsque cela sera justifié, elle financera également des installations



Film solaire ultra-mince conçu par Heliatek, avec le concours de la BEI. Il pèse 500 g le mètre carré et fait moins d'un millimètre d'épaisseur.



2016 : 16,9 Mrd EUR

2017-2019 : 18,3 Mrd EUR par an

de traitement des déchets résiduels de sorte à atteindre les objectifs fixés pour diminuer la mise en décharge des biodéchets.

Infrastructures rurales

Le changement climatique a des effets sensibles sur l'agriculture et le marché alimentaire. En particulier, la fertilité des sols, les stratégies agricoles et l'accès à l'eau sont touchés, ce qui a ensuite des incidences sur la sécurité alimentaire.

La BEI continuera à faciliter les investissements en faveur de l'agriculture et de la sylviculture qui visent directement l'atténuation des changements climatiques ou l'adaptation à leurs effets et elle soutiendra la fourniture de biens publics environnementaux, comme les paysages, l'agrobiodiversité, la stabilité climatique et la résistance accrue aux catastrophes naturelles. Dans les filières agricoles, la BEI continuera à soutenir des projets performants sur le plan énergétique et celui des ressources, qui contribuent à la production de denrées plus saines, plus nutritives et (ou) présentant une empreinte environnementale réduite.

Des femmes préparent des desserts traditionnels chypriotes à base de fruits dans un petit atelier au cœur du massif du Troodos, grâce à l'appui de la BEI.

Les objectifs transversaux de cohésion et d'action en faveur du climat

Les activités de la BEI sont alignées sur deux grands objectifs stratégiques de l'UE :

- la cohésion économique et sociale et la convergence au sein de l'UE, de l'Association européenne de libre-échange et des pays en phase de préadhésion (30 % du total des financements du Groupe) ;
- l'action en faveur du climat, à savoir l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets (26 % du total des financements du Groupe).



Cheik Sadibou Diop, fondateur de Senbus, une entreprise sénégalaise qui a bénéficié de l'appui de la BEI.

À l'extérieur de l'Europe

La Commission européenne a également proposé un relèvement du montant de sa garantie dans le cadre du mandat de prêt extérieur 2014-2020 pour aider la BEI à mettre en œuvre l'initiative Résilience économique pour les pays voisins de l'UE et les Balkans occidentaux face aux phénomènes migratoires. La Banque s'attend également à jouer un rôle majeur dans le Plan d'investissement extérieur, plus particulièrement en mettant à disposition ses compétences techniques et ses services de conseil dans les pays où les besoins sont les plus aigus.

« L'UE doit intervenir de manière anticipée face aux défis extérieurs qui ont ou auront des répercussions sur son propre avenir. Le monde est devenu plus complexe et, depuis quelques années, de nouvelles conditions ouvrent des perspectives plus grandes, mais génèrent aussi des risques plus élevés pour l'Europe. Nous sommes donc amenés à appuyer la résilience et le développement des pays partenaires à un rythme plus soutenu. La BEI a démontré qu'elle était bien placée et suffisamment souple pour relever ces défis. »

Lionel Rapaille, responsable des opérations de la BEI relevant du secteur public dans les pays voisins de l'Est

Plan d'investissement pour l'Europe

Le Groupe BEI est en bonne voie d'atteindre l'objectif de 315 milliards d'EUR d'investissements supplémentaires mobilisés avec le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), tel que le prévoit le Plan d'investissement pour l'Europe. Dans ce contexte, réduire les déficits d'investissement a conduit à une prise de risque accrue pour la Banque. Après une évaluation positive du FEIS par la Commission européenne, il est proposé d'en prolonger le cycle de vie.

« Grâce au FEIS, la Banque est en mesure de soutenir un plus large éventail de clients et de projets. Les projets d'investissement, qu'ils soient de petite ou de grande dimension, peuvent avoir des incidences déterminantes à l'échelle locale en favorisant la création d'emplois et en procurant aux citoyens des avantages sociaux, économiques et environnementaux notables. »

Birthe Bruhn-Léon, directrice du département Pays ibériques de la BEI

Objectifs stratégiques du Fonds européen d'investissement

Le FEI restera clairement axé sur l'apport de capital-risque aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux petites entreprises de taille intermédiaire (ETI) en Europe. Dans le cadre de la prolongation du cycle de vie prévue pour le FEIS en 2018, le FEI sera en mesure de maintenir une tendance stable du point de vue des volumes. À cet effet, il s'appuiera sur différents mandats ciblant l'innovation, la compétitivité, l'entrepreneuriat social, les secteurs de la culture et de la création et la microfinance. Par ailleurs, le FEI continuera à étudier la possibilité de lancer de nouvelles initiatives dans le secteur agricole.



Eddie Szweda, qui dirige une microbrasserie de cinq personnes au Danemark, a pu accroître sa production grâce à un prêt garanti par le FEI.

Il soutiendra également des entreprises, à un stade précoce ou avancé de leur développement, en investissant dans divers fonds, allant des transferts de technologies et des investisseurs providentiels aux fonds de fonds paneuropéens.

En 2017, le FEI prévoit de lancer au moins cinq programmes d'investissement spécifiques en coopération avec des institutions nationales de promotion économique afin d'introduire sur le marché une série de solutions d'investissement innovantes. Ces initiatives devraient permettre au FEI de collaborer activement avec ses partenaires en échangeant les meilleures pratiques du marché et en examinant des possibilités d'investissement communes.

Le FEI continuera de collaborer avec la Commission européenne sur d'importantes initiatives réglementaires de l'UE, notamment en matière de lutte contre l'évasion fiscale, sur des mesures visant à améliorer la transparence fiscale et sur la création de conditions de concurrence égales pour toutes les entreprises au sein de l'UE. En outre, le FEI et la Commission européenne évalueront ensemble la possibilité d'étendre l'activité du FEI à d'autres secteurs (tels que l'énergie et les compétences) et de renforcer les opérations en faveur de priorités stratégiques de l'UE comme l'impact social.

Le FEI cherchera également de nouvelles solutions pour attirer des fonds supplémentaires en faveur des PME et des petites ETI. La mobilisation de capitaux privés auprès d'investisseurs institutionnels (des fonds souverains, des gestionnaires de patrimoine, des fonds de pension, des fondations et des grandes entreprises par exemple) permettrait de garantir au marché un soutien viable à plus long terme.

« Le FEI poursuivra ses activités avec pour objectif constant de servir l'économie européenne. Encourager des entrepreneurs de tous horizons demeurera une grande priorité pour l'avenir. »

Maria Leander, secrétaire générale du FEI



Angelita Rebollo met au point des traitements contre le cancer à Paris avec le soutien d'un fonds dans lequel le FEI a investi.



La banque de l'UE



Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard
Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

+352 437704

www.bei.org

info@bei.org

Fonds européen d'investissement

37B, avenue J.F. Kennedy
L-2968 Luxembourg

+352 2485-1

+352 2485-81200

www.eif.org

info@eif.org

twitter.com/EIB

facebook.com/EuropeanInvestmentBank

youtube.com/EIBtheEUBank

© EIB 03/2017 print: QH-02-17-182-FR-C ISBN 978-92-861-3207-0 doi: 10.2867/382847
digital: QH-02-17-182-FR-N ISBN 978-92-861-3194-3 doi: 10.2867/412304

© EIB GraphicTeam - © Angelita Rebollo, © David Blumenfeld, © Heliatek, © Shutterstock, © Midtfyns Bryghus

Favoriser l'innovation et le capital humain

Recherche et innovation

Plus que jamais, la croissance et la prospérité en Europe dépendent de la capacité des Européens à consolider leurs compétences et élargir leurs connaissances et à s'en servir pour créer des produits et services nouveaux. Pour rester compétitive, l'Europe requiert des personnes hautement qualifiées et doit investir davantage dans la science, la technologie et l'innovation, plus particulièrement dans les ETI du secteur privé.

Les effets les plus perceptibles devraient provenir de trois grands domaines technologiques :

- ▶ le numérique ;
- ▶ les biotechnologies ;
- ▶ la science des matériaux.

Innovation en faveur de la bioéconomie

L'agriculture et la bioéconomie dans l'UE génèrent un chiffre d'affaires total estimé à 2 000 milliards d'EUR et représentent environ 22 millions d'emplois, soit 9 % de l'ensemble de la population active de l'UE (en 2013), pour la plupart dans les zones rurales et côtières. Les investissements dans ces domaines favo-



2016 : 13,5 MRD EUR

2017-2019 : 15,2 Mrd EUR par an

risent une production et une utilisation durables et efficaces des ressources renouvelables agraires, halieutiques et aquacoles. L'agriculture et la bioéconomie ont également le potentiel de soutenir la transition de l'UE vers une économie circulaire.

Recherche et innovation dans le secteur de l'énergie

Si l'on veut atteindre les objectifs à long terme en matière d'énergie et de climat, il sera nécessaire de se doter de nouvelles technologies qui ne sont pas encore sur le marché, mais aussi de modes d'utilisation de l'énergie plus intelligents et à haut rendement.

« L'UE doit bien sûr s'efforcer de stimuler sa compétitivité économique et d'accroître l'investissement dans l'innovation, mais elle peut aussi se réjouir de ses réussites et des capacités d'innovation qu'elle possède dans de nombreux domaines tels que la technologie médicale ou spatiale, le génie chimique ou encore la mécanique de haute technologie. »

Elina Kamenitzer,

responsable des opérations de prêt de la BEI aux entreprises en Allemagne et dans les pays nordiques